

Dynamiques des relations sino- nord-coréennes depuis la mort de Kim Jong-il

Antoine Bondaz, Asia Centre.
Août 2012

La mort de Kim Jong-il (KJI), le 17 décembre 2011, a plongé la péninsule coréenne et l'Asie de l'Est dans une période d'incertitude. La Chine, allié traditionnel de la Corée du Nord, a soutenu sans faille le régime et l'ascension de Kim Jong-eun (KJE)¹. Les relations sino-nord-coréennes, après s'être grandement refroidies au premier semestre 2012, semblent se rétablir après des visites bilatérales de haut niveau durant l'été 2012. Cependant, la Corée du Nord cherche toujours à pondérer sa dépendance stratégique vis-à-vis d'une Chine qui risque de s'exaspérer des provocations nord-coréennes et n'arrive toujours pas à peser décisivement sur son voisin.



La gestion chinoise de la mort de Kim Jong-il : soutien sans faille à la Corée du Nord et à Kim Jong-eun

¹ Selon les experts chinois, Kim Jong-eun aurait été choisi comme héritier par son père en janvier 2009. Il aurait subi au moins six interventions chirurgicales afin de ressembler à son grand père Kim Il Sung avant d'être officiellement présenté le 28 septembre 2010, et nommé Vice-président de la Commission militaire centrale.

KJI est officiellement décédé le 17 décembre 2011², à 8h30. Les chancelleries du monde entier ont appris la nouvelle par l'intermédiaire d'un communiqué de l'agence de presse nord coréenne KCNA, le 19 décembre au matin, repris ensuite par la télévision d'Etat. La Chine n'a officiellement pas eu de traitement de faveur et n'a pas été prévenue en avance. Cependant, deux éléments permettent d'en douter. Tout d'abord, il semblerait, selon le Daily NK, que le nombre de gardes-frontière nord-coréens ait augmenté significativement dans la soirée du samedi 18 et que la frontière avec la Chine (longue de 1 415 km) ait été fermée la même nuit³. De plus, la nouvelle ayant été transmise aux dirigeants nord-coréens et membres du Parti communiste dès le 18 décembre, il est fort probable que l'information soit parvenue avant à Pékin et à d'autres chancelleries.

² Ce décès survenu en décembre, s'il n'était pas prévisible, était en tout cas attendu. Les services américains auraient ainsi prévenu leurs homologues sud-coréens dès l'été 2009 que l'espérance de vie de KJI était estimée à trois ans maximum. Ceux-ci se fondaient notamment sur les observations d'un médecin qui avait accompagné l'ex-président Clinton lors de sa rencontre avec KJI en août 2009 et observé les signes physiques post-AVC du leader suprême. Zhang Lianghai, « Kim Jong-eun fait face à trois situations critiques », *Shijie Zhishi*, Février 2012. Ces estimations avaient été confirmées par Lim Woongsoon, Directeur général adjoint pour les affaires nucléaires nord-coréennes, Ministère des Affaires étrangères et du commerce de la République de Corée, lors de sa venue à Paris le 28 novembre 2011.

³ Voir : <http://www.dailynk.com/english/read.php?catId=nk01500&num=8554>.

Un message de condoléances du Parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement chinois a été envoyé au Comité central, à la Commission militaire centrale, à la Commission de la défense nationale, à la Commission permanente de l'assemblée du peuple et au Cabinet. Dans ce communiqué, il a été souligné avec insistance la proximité des deux pays : « *Kim Jong-il est un ami intime du peuple chinois* » (金正日同志是中国人民的亲密朋友, *Jin Zhengri tongzhi shi Zhongguo renmin de qinmi pengyou*). La succession de pouvoir au profit de Kim Jong-eun a tout de suite été légitimée et fortement soutenue : « *nous pensons que le peuple coréen poursuivra les dernières volontés du camarade KJI, uni autour du Parti des Travailleurs de Corée sous la leadership du camarade Kim Jong-eun* »⁴. En dehors de ce communiqué, seul un communiqué du porte-parole du ministère des affaires étrangères et la réponse à une question lors d'une conférence de presse du 19 décembre sont à noter. Le ton y était neutre et les déclarations portaient sur les condoléances du peuple chinois au peuple coréen ainsi que sur la nécessité de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule.

Au niveau des visites protocolaires, le ministre des affaires étrangères Yang Jiechi s'est rendu dès le 19 décembre à l'ambassade de Corée du Nord à Pékin alors que le 20 décembre, c'est une délégation composée respectivement de Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Li Changchun, Xi Jinping⁵, du général Guo Boxiong⁶, de Ling Jihua⁷, Yang Jiechi, Wang Jiarui⁸ et Chen Shiju⁹ qui s'y est rendue. Cet événement est rarissime car il rassemblait cinq des neuf membres du Comité central du Politburo et n'est comparable en cela qu'à de rares événements d'ampleur nationale. Selon le Tokyo Shimbun, à la suite de cette visite et d'une réunion présidée par le président Hu, la Chine aurait offert 500 000 tonnes d'aide alimentaire à son voisin ainsi que 250 000 tonnes de pétrole afin d'aider KJE à stabiliser le pays¹⁰.

Le président Hu a refusé de réaliser des entretiens téléphoniques avec ses homologues américains, sud-coréens et japonais, les confiant à son ministère des affaires étrangères, envoyant ainsi un nouveau message fort de soutien à Pyongyang. Il est à noter que dans le cadre des visites d'Etat prévues de longue date, Hu Jintao a reçu le premier ministre japonais du 25 au 26 décembre 2011 et le président sud coréen du 9 au 11

⁴ Le nom en caractères chinois de Kim Jong-eun a évolué ces derniers mois passant de 金正雲, Jīn Zhèngyún à 金正恩, Jīn Zhèngēn, nom désormais accepté comme officiel. Le nom coréen lui n'a évidemment pas évolué et demeure 김정은, prononcé [Kim Djong Oeun].

⁵ Ils sont respectivement premier, second, troisième, cinquième et sixième dans la hiérarchie du comité permanent du Politburo.

⁶ Le général Guo Boxiong est vice-président de la Commission militaire centrale, membre du Politburo et a présidé, du côté chinois, les célébrations lors du 60^{ème} anniversaire marquant le début de la Guerre de Corée.

⁷ Directeur du Bureau général du Comité central du PCC.

⁸ Directeur du Département international du Comité central du PCC.

⁹ Directeur de Cabinet du président Hu Jintao.

¹⁰ <http://english.yonhapnews.co.kr/northkorea/2012/01/30/25/0401000000AEN20120130002500315F.HTML>. A titre de comparaison, l'écart entre la production et la consommation de céréales aurait été de 740 000 tonnes en 2011.

janvier¹¹. Ces visites n'avaient officiellement pas pour objet de traiter de la mort de KJI, l'événement n'étant même pas évoqué officiellement. La Chine a ainsi entendu montrer à la Corée du Nord qu'elle ne négociait pas dans son dos avec les grandes puissances.

Le silence a ensuite régné à Pékin jusqu'au 28 décembre, jour des funérailles de KJI où un bref message de condoléances a été adressé sur le modèle de celui du 19 décembre. Lors de ces funérailles, n'étaient officiellement présents du côté chinois que l'ambassadeur Liu Hongcai et l'attaché de défense à Pyongyang. Des sources non officielles¹² font état de la présence de Zhang Dejiang¹³. Si l'information était avérée, il s'agirait du seul officiel étranger à avoir été autorisé à faire le déplacement à Pyongyang.

Après le 28 décembre, seuls deux communiqués du PCC ont abordé la question nord coréenne en appuyant toujours la succession. Dans le premier datant du 31 décembre 2011, le président Hu Jintao a félicité KJE pour sa nomination en tant que Commandant suprême des forces armées, puis le 11 avril, pour sa nomination comme Premier Secrétaire du Parti des Travailleurs. Les rares interventions publiques du gouvernement chinois après la mort de KJI ont donc eu pour unique objet d'apporter un soutien sans ambiguïté à Pyongyang dans le but de légitimer KJE comme chef incontesté. Aucun communiqué de félicitations n'a été envoyé lors des diverses nominations à titre posthume de KJI. Cette volonté affichée de ne plus évoquer son nom est le signe que la Chine entend tourner la page de KJI et travailler étroitement avec KJE, nouveau leader suprême du pays.

Dans les media chinois, une large couverture a été consacrée à la mort de KJI. Sur le site internet du Quotidien du Peuple, des dossiers spéciaux et des bannières ont été maintenues en première page pendant plusieurs semaines. Quatre thèmes avaient été sélectionnés: (1) la Chine apporte ses condoléances à la Corée du Nord, (2) KJE est désormais en charge du pays, (3) la paix doit être maintenue sur la péninsule (rappel à l'attention de la Corée du Sud, du Japon et des Etats-Unis) et enfin (4) la Corée du Nord devrait agir comme d'habitude à court terme. Le site internet du Parti communiste chinois a également présenté une bannière Web consacrée à la visite de Hu à l'ambassade nord-coréenne. Enfin, sur les réseaux sociaux (notamment Weibo, équivalent chinois de Twitter), de nombreuses rumeurs ont évoqué un possible coup d'état militaire avec prise de contrôle de la télévision d'Etat et un envoi massif de troupes à la frontière chinoise afin de stopper le flux de réfugiés. Toutes ces rumeurs ont entraîné

¹¹ Dans le cadre du vingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, les festivités ont été minimales afin de ne pas provoquer Pyongyang qui a toujours critiqué l'établissement des relations Chine-Corée du Sud. Shi Yuanhua, «Le nouvel équilibre stratégique dans la péninsule coréenne et les choix politiques de la Chine», *Hanguo Yanjiu Luncong*, Septembre 2011.

¹² <http://ajw.asahi.com/article/asia/china/AJ201112270027>

¹³ Zhang Dejiang est vice premier ministre en charge de l'énergie, des réseaux de communications et des transports, membre du Politburo et diplômé de l'université Kim Il Sung. Il a depuis été nommé à la tête du PCC de la municipalité de Chongqing en remplacement de Bo Xilai.

des dizaines de milliers de commentaires, parfois très féroces à l'encontre de KJI, avant d'être très largement censurés. Huit mois plus tard, les médias chinois traitent désormais de façon extensive non seulement de l'exercice du pouvoir de KJE, bien plus qu'ils ne le faisaient avec son père, mais aussi de la vie privée de KJE, notamment vis-à-vis du couple qu'il forme avec la chanteuse nord-coréenne Ri Sol-ju, épousée fin juillet.

Pékin s'accommode de l'attitude de Pyongyang sans encore prendre de véritables mesures coercitives

Pékin a apporté un soutien diplomatique sans faille à son allié nord coréen non seulement après la mort de KJI mais également ces deux dernières années. Suite au torpillage de la corvette sud-coréenne Cheon'an en mars 2010 (46 morts) et au bombardement de l'île de Yeon'pyeong en novembre 2010 (4 morts dont deux civils), la Chine avait clairement soutenu Pyongyang allant jusqu'à refuser de reconnaître les résultats de l'enquête menée par un groupe d'experts internationaux attribuant à une torpille nord-coréenne le naufrage du Cheon'an.

Pékin est cependant de plus en plus confronté à un dilemme. Au niveau régional, la Chine s'appuie encore sur la Corée du Nord pour équilibrer le rapport de force avec les Etats-Unis et la Corée du Sud. Pourtant, la Chine, en soutenant presque mécaniquement Pyongyang, va de plus en plus à l'encontre de ses intérêts stratégiques. En effet, les deux intérêts nationaux majeurs chinois sont clairs : le maintien de la stabilité régionale et la poursuite de son développement économique, le second n'étant possible que si le premier est assuré. Or, le comportement de « cavalier seul » et les provocations de Pyongyang menacent de plus en plus la stabilité régionale et donne en même temps un prétexte aux Etats-Unis pour renforcer leur présence dans la péninsule¹⁴.

A moyen terme, le soutien accordé à Pyongyang par la Chine risque d'être plus conditionné. A cause de ce soutien symboliquement indéfectible, la Chine semble vouloir contrarier toute opportunité de rapprochement stratégique avec la Corée du Sud et attiser une opposition frontale avec les Etats-Unis. De nombreux universitaires chinois, comme Zhu Feng (Vice-directeur du Centre d'Etudes Internationales et Stratégiques de l'Université de Pékin) ou Zhang Lianghui (Professeur à l'Ecole Centrale du Parti et chercheur au Département de Recherche Stratégique Internationale), s'élèvent contre cette relation sans contrepartie avec la Corée du Nord et appellent la Chine à condamner ouvertement la Corée du Nord et à affirmer ses intérêts. Leurs appels ne semblent pas encore écoutés, bien que quelques signes politiques pourraient faire penser à un début de réaction chinoise.

¹⁴ On note par exemple qu'en réponse aux provocations nord-coréennes de 2010, les Etats-Unis ont retardé de trois ans le transfert du contrôle du temps de guerre opérationnelle (Opcon) à la Corée du Sud à 2015.

Des rencontres bilatérales, symbole d'un refroidissement temporaire

Durant les six mois suivant la mort de KJI, la Corée du Nord et la Chine semblent avoir eu des rapports courtois mais froids. Malgré l'invitation de Hu Jintao fin décembre et malgré la tenue d'un dialogue stratégique le 21 avril, KJE ne s'est toujours pas officiellement rendu en Chine. Jusqu'à fin juillet, aucun dirigeant chinois n'avait rencontré KJE ce qui contrastait fortement avec le faste des réceptions de 2011 au cours desquelles les principaux dirigeants chinois avaient pu rencontrer KJI et son fils (cf. annexe 2). De plus, aucun ministre chinois en exercice¹⁵ et aucun membre du Comité Central du Politburo ne s'était encore rendu en Corée du Nord. Le niveau et la fréquence des visites officielles s'étaient globalement réduits et il était impossible de déterminer si les Chinois, les Nord-coréens ou les deux parties les freinaient. Une hypothèse est que le régime nord-coréen cherchait à se consolider intérieurement, KJE ayant besoin de se légitimer, avant de se tourner à nouveau vers la Chine et négocier une aide quelconque.

Les choses semblent avoir changé au milieu de l'été 2012 avec trois visites de haut niveau. Il s'agit tout d'abord de la visite de Ri Myong-su, ministre de la Sécurité publique, fin juillet à Pékin, et sa rencontre avec Zhou Yongkang, homme clé de la sécurité intérieure chinoise, afin de renforcer la coopération sécuritaire entre les deux pays. La seconde est celle de Wang Jiarui, directeur du Département international du Comité central du PCC et surtout sa rencontre avec Kim Jong-eun, le 30 juillet à Pyongyang. Il est ainsi le premier officiel chinois de haut niveau à rencontrer KJE depuis la mort de KJI. Enfin, on note la visite de Jang Song-thaek, oncle de KJE et homme clé des réformes économiques nord-coréennes dans le nord-est chinois et à Pékin. Ces trois visites étant survenues en l'espace de quinze jours, elles contrastent fortement avec la fraîcheur des relations du premier semestre mais il est encore trop tôt pour en tirer des conséquences. On peut cependant avancer que ces rencontres semblent avoir eu pour objet principal l'obtention d'un soutien financier chinois afin que Pyongyang mène à bien certaines réformes économiques.

Si on analyse les communiqués de presse émanant du ministère des affaires étrangères chinois (cf annexe 1), on remarque un silence presque total sur la succession nord-coréenne. Ceci souligne la volonté de ne pas intervenir dans la politique intérieure nord-coréenne tout en ayant préalablement affiché son soutien à KJE. Les conférences de presse durant les six mois suivants la mort de KJI se concentrent principalement sur trois sujets majeurs : les négociations régionales concernant la Corée du Nord, le lancement d'un satellite/essai

¹⁵ On note cependant la visite de l'ancien ministre des affaires étrangères Li Zhaoxing en mai et celle de la vice-ministre des affaires étrangères, Fu Ying, venu discuter de l'aide alimentaire que la Chine pourrait offrir à Pyongyang.
<http://english.yonhapnews.co.kr/national/2012/02/27/0301000000AEN20120227008100320.HTML>

balistique nord-coréenne et la question des réfugiés nord-coréens en Chine.



Réfugiés nord-coréens en Chine

La question des réfugiés nord-coréens en Chine n'est pas nouvelle. Si on ne dispose pas de chiffres chinois sur ces réfugiés (quelque dizaines de milliers par an, majoritairement des femmes), les chiffres du ministère de la réunification de la Corée du Sud portant sur les réfugiés nord-coréens arrivant au Sud après être passés par un pays tiers font état d'une rapide augmentation de leur nombre. Ainsi, s'ils étaient moins d'une centaine dans les années 1990, la barre des 1000 réfugiés a été franchie en 2002, celle des 2000 en 2006 et ils étaient 2737 en 2011 (record atteint en 2009 avec 2927 transfuges). Il est fort possible que le nombre de réfugiés en Chine ait également augmenté. Le 22 février 2012, dans un discours consacré à ces réfugiés nord-coréens en Chine, le président sud-coréen Lee Myung-bak a appelé les autorités chinoises à ne pas considérer ces réfugiés comme des criminels, à ne pas les renvoyer dans leur pays d'origine, et a exhorté la Chine à respecter les normes internationales mises en place par le UNHCR (notamment l'article 33 de la Convention de 1951 sur le statut de réfugié). La veille, le ministre des affaires étrangères sud-coréen avait annoncé qu'il demanderait le soutien du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU sur cette question, en cela appuyé par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Cette stratégie d'internationalisation a également poussé l'opinion publique sud-coréenne à se saisir du sort des ces réfugiés longtemps rejetés par la population du Sud. La Chine considère officiellement ces transfuges non pas comme des réfugiés (难民, *nànmín*) mais comme des personnes entrées illégalement sur le territoire chinois (非法入境者, *fēifǎ rùjìngzhě*) pour des raisons économiques (经济原因, *jīngjì yuányīn*), se permettant ainsi de les renvoyer en Corée du Nord.

En ne considérant pas ces personnes comme des réfugiés, la Chine se prémunit d'une internationalisation possible de cette question qu'elle considère comme bilatérale, estimant notamment que le Conseil des Droits de l'Homme n'a pas matière à se saisir de la question. Le gouvernement chinois a également vivement critiqué la politisation de cette question par les médias de Séoul et appelé le gouvernement sud-coréen à se concentrer sur les aspects stratégiques de sa relation bilatérale avec Pékin.



Lancement d'un satellite/essai balistique

Le 16 mars 2012, la Corée du Nord (par l'intermédiaire de l'agence de presse KCNA), a annoncé son intention de mettre en orbite le satellite météorologique

Kwangmyŏngsŏng-3 en utilisant son lanceur Unha-3 (Galaxie). Il semble que ce lanceur ait été élaboré à partir de la plateforme du missile balistique à longue portée Taepodong-2. Ce missile avait été précédemment testé, sans grande réussite le 5 juillet 2006 (essai condamné par la résolution 1695 de l'ONU) et le 5 avril 2009 dans une version modifiée (le lanceur avait alors été tiré vers l'est en direction de la mer du Japon puis s'était abimé dans le Pacifique).

Le 13 avril 2012 à 7h39, le lanceur Unha-3 a décollé de la nouvelle base de lancement de *Sohae*, au nord-ouest du pays et à 50 kilomètres de la ville frontalière chinoise de Dandong avant de se désintégrer en plein vol, 90 secondes après son décollage. Fait rarissime, cet échec a immédiatement été reconnu par KJE, semble-t-il contre l'avis de ses conseillers. Selon des sources sud-coréennes de l'institut *Sejong*, ce lancement correspondrait aux dernières volontés de Kim Jong-il telles qu'écrites dans son testament politique.

La réaction officielle chinoise a été plus que modérée. Tout d'abord Pékin n'a jamais critiqué ouvertement l'intention de Pyongyang de procéder à cet essai balistique. Il en est d'ailleurs de même pour un possible troisième essai nucléaire. Un fossé se creuse donc avec les experts chinois qui, bien qu'affirmant que la Corée du Nord n'abandonnera jamais ses ambitions nucléaires, attirent l'attention de leur gouvernement sur les conséquences désastreuses pour la Chine en cas d'accident nucléaire lors d'un test¹⁶. Pékin se contente de répéter son attachement au maintien de la paix et de la stabilité dans la péninsule en soulignant uniquement ses inquiétudes et préoccupations (关切和忧虑, *guānqiè he yōulǜ*) comme lors de la rencontre à Pékin du vice ministre des affaires étrangères chinois Zhang Zhijun avec l'ambassadeur nord-coréen, le 16 mars 2012¹⁷. A la suite de l'essai balistique, la Chine a appelé au calme et à la retenue (保持冷静克制, *bǎochí lěngjìng kèzhì*) tout en annonçant que la Chine n'avait pas été prévenue du jour exact de lancement, tout comme les autres pays de la région.

Cependant, il convient de souligner un événement qui pourrait marquer l'amorce d'une évolution de la politique chinoise marquée par un agacement de plus en plus important envers un voisin imprévisible qui ne tient pas ses engagements. Ainsi, le *Yomiuri Shimbun* rapporte qu'à partir du 19 avril, les autorités chinoises auraient suspendu durant quelques jours le rapatriement des réfugiés nord-coréens de la Chine vers leur pays d'origine, ce qui constituerait un désaveu majeur pour Pyongyang¹⁸. Cela n'est d'ailleurs pas sans rappeler la suspension très provisoire des livraisons d'hydrocarbures vers la Corée du Nord à la suite de l'essai nucléaire de 2009, essai dont la Chine n'avait également pas été prévenue.

Ces décisions peuvent être mises en perspective avec

¹⁶ Zhang Lianghai, Xu Baokang, Yu Meihua « La forte fièvre ne descend pas : la péninsule coréenne et vers qui se positionner », *Shijie Zhishi*, Novembre 2012, mis en ligne le 9 juillet 2012, http://www.21ccom.net/articles/qqsww/qqgc/article_2012051859987.html

¹⁷ Voir : <http://www.fmprc.gov.cn/chn/gxh/tyb/fyrbt/jzshl/t915164.htm>

¹⁸ <http://www.yomiuri.co.jp/dy/world/T120418005439.htm>

trois événements récents. Le premier concerne le refus par la Chine en janvier 2012 de signer un accord avec la Corée du Nord au sujet des zones économiques spéciales à leur frontière commune pour cause d'accord « non amical au business »¹⁹. Cela démontre que la Chine n'entend pas investir sans contrepartie en Corée du Nord. Dans le même temps, Pékin est en position de force et compte influencer le développement économique de son voisin.

Ensuite, l'arraisonnage d'un bateau chinois avec à son bord 29 marins par des navires nord-coréens en mai 2012 a marqué une certaine escalade dans le niveau des provocations entre les deux pays. Alors que les marins chinois affirmaient pêcher dans les eaux territoriales chinoises, des navires nord-coréens les ont forcés à entrer dans leurs eaux territoriales puis les ont détenus pendant 13 jours, demandant en échange de leur libération 1,2 million de yuans²⁰. Finalement, la somme a été abaissée à 900 000 yuans et les marins ont été relâchés et rendus en sous-vêtements aux autorités chinoises, sans qu'aucune rançon n'ait officiellement été payée. A propos de cette histoire, il est très important de noter deux éléments. Premièrement, un flou demeure sur le commanditaire de cette opération, s'il s'agit des autorités centrales nord-coréennes ou d'une initiative locale. Selon les médias chinois, KJE aurait demandé en personne à ce que les marins soient relâchés afin de calmer les tensions entre les deux pays²¹. Deuxièmement, cet incident pourrait être perçu comme des représailles suite à l'arrêt du rapatriement des réfugiés nord coréens par la Chine mi-avril, comme annoncé précédemment. Le message envoyé à Pékin serait alors que Pyongyang ne craint pas son voisin et n'entend pas être influencé par ce dernier.

Enfin, des rumeurs ont circulé concernant l'éviction le 16 juillet 2012 pour cause de « maladie » du vice-maréchal Ri Yong-ho²². Son remplacement par le vice-maréchal Hyon Yong-chol serait dû à ses accointances chinoises. Cependant, comme le souligne Zhou Yiran²³ et la plupart des experts sud-coréens, cette éviction a avant tout pour objectif d'affirmer le leadership de KJE sur l'armée, sa nomination au titre de maréchal le 18 juillet n'étant pas une simple coïncidence. Il n'est donc pas impossible que cette éviction soit un coup double politique.

Au regard de l'actualité des six derniers mois, deux éléments sont à signaler. Premièrement, les relations semblaient fin juin au plus froid et aucun contact de très

haut niveau, si ce n'est le dialogue stratégique prévu de longue date, n'avait été réalisé. Aucun dirigeant chinois n'était parvenu à approcher KJE depuis la mort de son père et aucun expert chinois ne se risquait à prévoir une rencontre proche. Deuxièmement, la gestion de l'essai balistique nord-coréen par la Chine démontre que si Pékin soutient toujours son allié. Le fait d'avoir suspendu le rapatriement des réfugiés nord-coréens en représailles marque la volonté de la Chine de faire comprendre à Pyongyang que son comportement doit évoluer. Néanmoins, le pouvoir d'influence chinois semble moins efficace qu'auparavant, les leviers ne sont plus les mêmes et la Corée du Nord semble vouloir s'affranchir graduellement de son allié tutélaire.



L'ambiguïté de Pyongyang face à son allié chinois

La plupart des spécialistes chinois de la question coréenne insistent sur le caractère unique de la Corée du Nord dont les deux principales doctrines sont l'indépendance politique, le *Juche* (主体思想, *zhuti sixiang*) et la priorité à l'Armée permettant l'indépendance militaire, le *Songun* (先军政治, *xianjun zhengzhi*). Ainsi, les trois leaders successifs nord-coréens ont cherché à tout prix à éviter une relation de vassalité vis-à-vis de la Chine (侍大主义, *shida zhuyi*).

La perception de l'existence d'un axe indéfectible entre Pékin-Pyongyang semble erronée et il convient de rappeler que celui-ci n'a pas toujours existé, à l'instar des années de 70 et 80 où l'axe Moscou-Pyongyang prévalait, en dépit du traité de coopération et d'assistance mutuelle signé en 1961 entre Pékin et Pyongyang. Il est d'ailleurs indispensable de noter que dans ce qui est présenté comme le testament politique de Kim Jong-il par le Sejong Institute, KJI aurait prévenu son fils et l'élite coréenne que « *historiquement, la Chine est le pays avec lequel nous avons rencontrés des difficultés, le pays avec qui nous avons les plus proches relations actuellement mais la Chine pourrait devenir le pays à surveiller le plus. Gardez cela en mémoire et faites attention. Evitez d'être exploité par la Chine* »²⁴. La Chine, bien qu'elle puisse être considérée par Pyongyang comme un allié indispensable, est aussi perçue comme une nation aux ambitions hégémoniques dont il faut se méfier.

La Corée du Nord dépend économiquement de son voisin chinois. Cette dépendance semble de plus en plus contraignante pour Pyongyang mais la marge de manœuvre est étroite. En effet, depuis 2008, le gouvernement sud coréen de Lee Myung-bak est profondément hostile à son voisin du Nord, l'administration Obama ne semble pas prête au moindre compromis dans sa politique de « patience stratégique », le Japon continue de se focaliser sur la question des citoyens japonais enlevés par le Nord entre 1977 et 1983. La Russie, bien qu'ayant repris une place centrale avec la visite de KJI en Russie en aout

¹⁹ <http://www.nkeconwatch.com/category/dprk-organizations/state-offices/cabinet/supreme-peoples-assembly/>

²⁰ <http://english.caijing.com.cn/2012-05-22/111855321.html>

²¹ Xue Litai, « Pingyang gaoceng quandou huo jujiao heshi », *Zaobao*, 4 aout 2012.

²² Le général Ri a été promu vice-maréchal peu de temps avant la conférence du Comité central du Parti des Travailleurs du 27 septembre 2010 au cours de laquelle il a été nommé, tout comme KJE, vice président de la Commission militaire centrale. Il était membre du présidium du Politburo du Parti des Travailleurs et considéré comme le mentor militaire de KJE. Il était le seul à ses côtés lors des funérailles de KJI et a mené la parade militaire du 25 avril 2012 marquant le 80^{ème} anniversaire de la création de l'armée nord-coréenne.

²³ Voir notamment : <http://mil.huanqiu.com/world/2012-07/2925438.html>

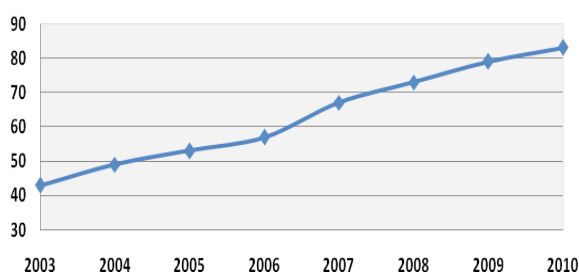
²⁴ Voir : http://www.koreatimes.co.kr/www/news/opinion/2012/07/198_113286.html

2011 et la construction possible d'un pipeline Russie/Corée du Nord/Corée du Sud, semble profondément hostile à tout essai nucléaire et son soutien est bien plus fragile que celui apporté par la Chine. C'est donc par défaut que la Corée du Nord a ouvert les portes à la Chine alors même que jusqu'en 2007, Séoul demeurait un partenaire économique essentiel de Pyongyang.

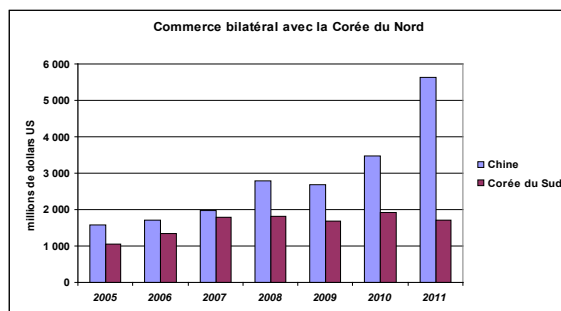
Alors que le commerce avec la Corée du Sud stagne depuis 2008, celui avec la Chine aurait augmenté de 62% sur la seule année 2011 selon le KITA sud-coréen. Les seules importations chinoises auraient augmenté de 125% et la Chine importe désormais massivement charbon (46% du total des importations) et autres matières premières. Pyongyang dépend non seulement des exportations chinoises de pétrole et de machines outils mais aussi des investissements chinois dans le secteur minier, dans les infrastructures et dans les deux zones économiques spéciales de Rajin-Sonbong à l'extrême-est de la frontière et de l'île de Hwangumpyong à l'extrême-ouest.

Cette dépendance semble vouée à se maintenir. En effet, il semblerait que KJE ait donné priorité au développement de l'économie nord-coréenne et le soutien chinois est indispensable pour la réussite de cet objectif. En témoigne la visite de Jang Song-taek en Chine mi-août. Récemment, le premier ministre nord-coréen, Choe Yong-rim, a ainsi insisté sur le développement de l'industrie légère et de l'agriculture et la tante de KJE, Kim Kyong-hi, a été nommée à un poste clé en charge de l'industrie légère au sein du Parti des travailleurs²⁵. Les récentes visites de KJE ont également eu pour thème la nécessité d'améliorer les conditions de vie matérielle du peuple nord-coréen. De plus, les perspectives de partenariat avec la Corée du Sud et les Etats-Unis sont dans l'impasse.

Part de la Chine dans le commerce extérieur nord-coréen



KITA



Ministry of Unification

²⁵ Conférence organisée par Asia Centre et co-financée par la DAS, "Korean security dynamics and the succession process, the stakes for the EU and its potential role", 25 Mai 2012.

La Corée du Nord ne semble donc avoir comme autre solution que de contrecarrer diplomatiquement une dépendance économique nécessaire vis-à-vis de la Chine. En effet, selon les experts chinois, la Corée du Nord utilise le « retour » des Etats-Unis dans la région afin de faire pression sur son voisin. Ainsi, si l'on en croit certaines sources chinoises²⁶, Washington aurait été prévenu dès le 15 décembre, et ce avant même la mort de KJI, de la volonté par la Corée du Nord de réaliser un essai balistique sous couvert de lancement de satellite. L'accord conclu avec les américains le 29 février 2012²⁷ et rompu ensuite par Washington mi-avril, n'aurait été qu'un leurre pour cacher les négociations secrètes entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

En effet, selon le Dr Paik (Directeur du Centre d'études coréennes du Sejong Institute), l'essai nord-coréen, s'il permet dans tous les cas une amélioration de la technologie balistique, semble avoir été réalisé à des fins de politique intérieure, notamment afin de réaliser les dernières volontés de Kim Jong-il afin de tourner la page tout en affirmant le leadership du jeune KJE. L'essai ne semble ainsi pas avoir été conçu comme une provocation (de plus) à l'intention de la communauté internationale. De fait, si les relations Corée du Nord / Etats-Unis étaient redevenues si exécrables, on comprend mal pourquoi les Etats-Unis auraient envoyé secrètement (et pourquoi la Corée du Nord aurait accepté de recevoir) Joseph DeTrani²⁸ et Sydney Seiler²⁹ à Pyongyang le 7 avril 2012³⁰. On comprend aussi difficilement les propos de Ben Rhodes, vice-conseiller pour la sécurité nationale et Glyn Davies, envoyé spécial pour la Corée du Nord, soulignant que les Etats-Unis étaient prêts à envoyer de l'aide humanitaire si la Corée du Nord évitait de nouvelles provocations à court terme³¹. Paranoïa chinoise ou véritable volonté nord-coréenne de contrecarrer l'influence de Pékin, il est difficile de donner une réponse claire et définitive.

²⁶ http://www.21ccom.net/articles/qqsw/qqgc/article_2012051859987.html

²⁷ La Corée du Nord entendait suspendre son programme d'enrichissement d'uranium et ses tests nucléaires, acceptait le retour des inspecteurs de l'AIEA en échange d'une aide alimentaire de 240 000 tonnes et de garanties américaines.

²⁸ Ancien directeur du Centre National de Contre-prolifération, ancien responsable auprès du Directeur pour le Renseignement National de la non-prolifération et du dossier nord coréen, ancien envoyé spécial pour les Pourparlers à Six.

²⁹ Membre du Conseil de Sécurité Nationale et conseillère du président Obama, elle a fait carrière dans le renseignement en se spécialisant sur la Corée du Nord et a été le numéro 2 de Joseph DeTrani à la Direction du Renseignement National.

³⁰ http://english.chosun.com/site/data/html_dir/2012/05/24/2012052400631.html

³¹ <http://english.yonhapnews.co.kr/national/2012/05/24/39/0301000000AEN20120524000300315F.HTML>



Conclusion

La Corée du Nord entend éviter toute relation de vassalité vis-à-vis de la Chine. Cependant, alors que le développement économique devient une des priorités du nouveau leader KJE, la relation de dépendance économique vis-à-vis de la Chine est plus que difficile à remettre en question, aucune alternative viable n'existant. La toute récente reprise des visites bilatérales de haut niveau, qui se concentrent sur les aspects économiques de la relation, semble bien souligner ce point. Pyongyang semble donc essayer diplomatiquement d'affaiblir l'influence chinoise en jouant la carte américaine. Des experts sud-coréens affirment que la Corée du Nord s'est entendue avec les Etats-Unis afin de ne pas réaliser un troisième essai nucléaire avant les 57^{ème} élections présidentielles de novembre 2012³², reste à voir si Pyongyang tiendra son engagement et si l'accord du 29 février, appelé « *Leap Day Deal* », sera remis sur les rails.

Depuis la mort de KJI, la Chine a affiché un soutien sans faille à son voisin et au processus de succession amenant KJE à la tête de la Corée du Nord. Afin d'éviter toute escalade, la Chine a dans l'ensemble maintenu sa position sur les réfugiés nord-coréens ayant traversé la frontière et n'a pas ouvertement critiqué l'essai balistique du 13 avril 2012. Cependant, les relations semblent s'être tendues. Les visites de haut niveau ont été presque inexistantes sur le premier semestre et aucun dirigeant chinois n'était parvenu à rencontrer KJE jusqu'à la mi-juillet. De plus, le non rapatriement de réfugiés nord-coréens par la Chine mi-avril suivie par le l'arraisonnage d'un navire chinois mi-mai pourrait souligner une dégradation de la relation. Les rencontres de haut niveau de cet été pourraient souligner la volonté nord-coréenne de calmer le jeu afin de garder un soutien chinois plus que nécessaire pour la survie du pays.

La Corée du Nord, désormais concentrée sur la modernisation économique du pays, a toujours besoin de l'aide chinoise, mais cherche à tout prix à s'émanciper de cette trop grande dépendance stratégique envers son voisin. Pour ce faire, l'affirmation de la puissance militaire, le chantage à la bombe, pourrait ne plus constituer un recours aussi systématique que durant les dernières décennies. La réussite économique de la Chine, et les nouvelles capacités stratégiques qu'elles lui ont octroyées, semble être prise en compte par la nouvelle nomenclature nord-coréenne qui tente désormais de calmer le jeu. Il n'est cependant pas impossible que Pyongyang utilise ce même « modèle chinois » d'ouverture économique pour s'émanciper à terme de la tutelle stratégique de Pékin. Les Etats-Unis et la Corée du Sud semblent exercer des pressions dans ce sens et espèrent que cette ouverture conduira à la chute du régime. Le Japon demeure pour l'heure

³² Commentaires des Dr Paik Haksoon (Sejong Institute) et Pr Kim Byungki (Président du Forum de Sécurité International, Korea University) lors de la conférence organisée par Asia Centre et cofinancée par la DAS, "Korean security dynamics and the succession process, the stakes for the EU and its potential role", 25 Mai 2012.

plus attentiste, tout comme la Russie.

L'équilibre des puissances dans la péninsule coréenne semble à l'aube d'une recombinaison. La principale dynamique de ce changement repose sur une évolution économique de la Corée du Nord, ce qui semble être l'objectif majeur de Kim Jong-eun. Pour la Chine, cette évolution est à la fois nécessaire et risquée : nécessaire afin de stabiliser le régime et d'entretenir des relations économiques transfrontalières ; risquée car elle pourrait octroyer à Pyongyang une nouvelle latitude stratégique qui pourrait miner, à terme, l'influence chinoise.



Annexe 1

Conférences de presse du ministère des affaires chinois dont une question au moins portent sur la Corée du Nord

19/12	Mort de KJI
28/12	Funérailles de KJI
30/12	Sécurité régionale
09/01	Sécurité régionale/6PT
17/01	Aide alimentaire
14/02	Dialogue DPRK/US
20/02	Sécurité régionale/ Dialogue DPRK/US
21/02	Dialogue DPRK/US
22/02	Réfugiés/ Dialogue DPRK/US
23/02	Dialogue DPRK/US
24/02	Dialogue DPRK/US
27/02	Aide alimentaire/Dialogue DPRK/US
28/02	Réfugiés
29/02	Réfugiés
01/03	Dialogue DPRK/US
08/03	Dialogue DPRK/US
15/03	Aide alimentaire
16/03	Lancement satellite
19/03	Lancement satellite
29/03	Suspension aide US/ Lancement satellite
05/04	Lancement satellite
06/04	Lancement satellite
09/04	Lancement satellite/Essai nucléaire
11/04	Lancement satellite /Politique
12/04	Lancement satellite
13/04	Lancement satellite
16/04	Lancement satellite
18/04	Inspections AIEA
19/04	Réfugiés/Véhicule chinois
20/04	Réfugiés/Véhicule chinois/ Essai nucléaire
23/04	Véhicule chinois/ Essai nucléaire
24/04	Essai nucléaire
26/04	Essai nucléaire
10/05	Politique
17/05	Navire chinois
18/05	Navire chinois
22/05	Navire chinois/6PT
23/05	6PT

Annexe 2

Rencontres bilatérales de haut niveau entre la Chine et la RPDC entre octobre 2010 et mai 2012

		Cadres chinois	Cadres nord-coréens	Lieu	
2012					
	14 - 17/08	Hu Jintao Wen Jiabao Wang Jiarui	Jang Song-thaek	Provinces du Nord-est, Pékin	Accompagné de Liu Hongcai, ambassadeur chinois
	30/07	Wang Jiarui	Kim Jong-eun	Pyongyang	Première rencontre de haut niveau depuis la mort de Kim Jong-il
	24/07	Zhou Yongkang	Ri Myong-su	Pékin	Ministres de la sécurité publique
	31/05	Liu Hongcai		Pyongyang	Réception à l'ambassade en mémoire de Kim Jong-il
	07 - 08/05	Li Zhaoxing	Kim Yong-nam	Pyongyang	
	07/05		Ri Yong-hwan		Délégation des jeunesses communistes coréennes pour le 90ème anniversaire de la Ligue des jeunesses communistes chinoise
	26/04 - 1/05	Meng Hongwei	Ri Song-chol	Pékin	Délégation du Ministère de la sécurité du peuple
	21 - 23/04	Hu Jintao Dai Bingguo Li Yuanchao Wang Jiarui	Kim Yong-il	Pékin	Dialogue stratégique le 21 Avril
	5-6/04	Qian Lihua	Kim Yong-chun	Pyongyang	Délégation du département international de l'APL
	16/03	Zhang Zhijun	Ji Jae-ryong	Pékin	Rencontre d'un vice ministre chinois avec l'ambassadeur nord coréen à propos du test balistique prévu
	20 - 25/02	Fu Ying	Kim Sung-gi	Pyongyang	Négociations sur l'aide humanitaire
	Vers le 25/02	Wu Dawei	Kim Kye-gwan	Pékin	En marge du troisième dialogue de haut niveau USA-DPRK
2011	28/12	Z h a n g Dejiang ?	Kim Jong-eun	Pyongyang	Seul officiel étranger lors des funérailles de KJI
	17 - 22/11	Xi Jinping	Ri Yong-chol	Pékin	Ligue des jeunesses communistes
	15 - 18/11	Li Jinai	Kim Jong-il Kim Jong-gak Park Jae-yong	Pyongyang	
	31/09	Liu Hongcai	Kim Jong-il Kim Jong-eun	Pyongyang	
	23 - 25/09	Li Keqiang	Kim Jong-il Kim Jong-eun Ri Yong-ho	Pyongyang	
	3/10	Guo Shengkun	Kim Yong-nam	Pyongyang	
	26 - 30/09	Wen Jiabao	Choe Yong-rim	Pékin	
	21/09	Yang Jiechi	Ri Yong-ho	Pékin	Dialogue inter coréen organisé par Beijing
	25 - 26/08	Dai Bingguo Wang Jiarui	Kim Jong-il	Heilongjiang	Voyage sino-russe de KJI
	26/08	Liang Guanglie	Jon Chang-bok	Pékin	
	August	Tian Zhong	Kim Myong Sik	Wonsan	Escale de deux navires de guerre chinois Luoyan et Zheng He, première depuis 15 ans

	1 0 - 12/07	Zhang Dejiang Li Shenglin Wang Yulin Liu Hongcai	Kim Jong-il Kim Jong-eun ? Kim Yong-nam Choe Yong-rim Choe Tae-bok	Pyongyang	50 ^{ème} anniversaire du traité sino/nord-coréen
	1 1 - 12/07	Hu Jintao, Chen Zongxing	Yang Hyong-sop Choe Chang-sik	Pékin	50 ^{ème} anniversaire du traité sino/nord-coréen
	5-7/07	Zhou Yongkang Liu Qi	Tae Jong-su	Pékin	
	13/06	Wang Jiarui Li Yuanchao	Kim Jong-il Choe Tae-bok Kim Yong-il	Pyongyang	Visite entre partis
	2 2 - 26/05	Hu Jintao Jiang Zemin ? Jia Qinglin Li Changchun Xi Jinping Li Keqiang He Guoqiang Zhou Yongkang	Kim Jong-il Kim Jong-eun ?	Changchun Yangzhou, N a n k i n , Pékin	
	10/05	Liu Hongcai	Ri Myong-su		
	1 3 - 15/02	Meng Jianzhu	Kim Jong-il Kim Yong-nam Ju Sang-song	Pyongyang	
2010	9/12	Dai Bingguo	Kim Jong-il	Pyongyang	
	24/11	Chen Zhu	Kim Yong-nam	Pyongyang	
	2 3 - 26/10	Guo Boxiong Qian Lihua	Ri Yong-ho	Pyongyang	60 ^{ème} anniversaire de la guerre de Corée
	9-11/10	Zhou Yongkang	Kim Jong-il	Pyongyang	65 ^{ème} anniversaire du KWP, Zhou était aux côtés de KJI lors de la parade militaire
	30/08	Hu Jintao	Kim Jong-il Kim Jong-eun ?	Jilin	
	6/05	Hu Jintao Dai Bingguo He Guoqiang Wen Jiabao Xi Jinping Zhou Yongkang	Kim Jong-il Kim Yong-chun	Beijing	

Annexe 3

Liste des principaux hauts dirigeants chinois s'étant rendus à Pyongyang entre fin 2010 et 2012

<p>Li Keqiang 李 克 强 1955</p>	<p>Vice-premier ministre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité permanent du Politburo 	
<p>Zhou Yongkang 周 永 康 1942-</p>	<p>Président de la commission politique et législative, Directeur de la commission de la sécurité publique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité permanent du Politburo 	
<p>Guo Boxiong 郭 伯 雄 1942-</p>	<p>Vice-président de la Commission militaire central A présidé les célébrations lors du 60^{ème} anniversaire marquant le début de la Guerre de Corée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politburo 	
<p>Zhang Dejiang 张 德 江 1946-</p>	<p>Vice-premier ministre Secrétaire du Parti à Chongqing Directeur de la sécurité de la production d'Etat (Diplômé en économie de l'université Kim Il-sung)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politburo 	
<p>Dai Bingguo 戴 秉 国 1941-</p>	<p>Conseiller d'Etat (affaires internationales) Ancien vice ministre des affaires étrangères</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Central 	
<p>Meng Jianzhu 孟 建 柱 1947-</p>	<p>Ministre de la sécurité publique (Possible successeur de Zhou Yongkang) Conseiller d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Central 	
<p>Li Jinai 李 继 耐 1942-</p>	<p>Directeur du département de politique générale de l'APL Commission militaire centrale Ancien directeur du département armements de l'APL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Central 	
<p>Wang Jiarui 王 家 瑞 1949</p>	<p>Directeur du Département international du Comité central du PCC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Central 	
<p>Fu Ying 傅 莹 1953-</p>	<p>Vice ministre des affaires étrangères Ancienne ambassadrice au Royaume Uni (2007-2009) Ancienne ambassadrice en Australie (2003-2007) et négociatrice pour les 6PT</p>	